



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 13/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTAL ENERGIES MARKETING FRANCE

23 A 25 ROUTE DE LA SEINE
92230 Gennevilliers

Références : PPC2024
Code AIOT : 0006506288
N° Helios : 61818

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2024 dans l'établissement TOTAL ENERGIES MARKETING FRANCE implanté 23 A 25 ROUTE DE LA SEINE 92230 Gennevilliers.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques
(<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTAL ENERGIES MARKETING FRANCE
- 23 A 25 ROUTE DE LA SEINE 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0006506288
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement est un dépôt pétrolier soumis au régime de l'autorisation et classé SEVESO "Seuil Haut".

Les activités de l'établissement sont encadrées par l'arrêté préfectoral consolidé DCL/BEICEP n° 2023-292 du 20/11/2023.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dossier PM2I	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I Point 3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi mise en demeure raccords réalimentation en eau	AP de Mise en Demeure du 05/02/2024, Article 1	/
3	consigne pour la vidange des récipients pour les égouttures (déchargement)	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 15	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
4	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
5	Gestion des presque accidents ou des incidents	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	Avec suites, Lettre de suite préfectorale

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Gestion des presque accidents ou des incidents	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
7	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
8	Gestion des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur les suites de la précédente inspection réalisée en 2023, l'exploitant a pu répondre aux différentes demandes de l'inspection des installations classées.

La suite faisant l'objet d'une mise en demeure a été réalisée par l'exploitant, ce dernier a finalisé les travaux de raccords incendie permettant la connexion avec les moyens de secours public.

Ces raccords ont déjà pu être utilisés par la BSPP lors d'un exercice PUF (Plan d'Urgence Fluvial) et ils seront retestés prochainement lors d'un exercice POI (Plan d'Opération Interne) prévu le 13 novembre 2024 avec la BSPP.

Sur les éléments relatifs au PM2I (Plan de Modernisation des Installations Industrielles), des dégradations/corrosions/chocs ont été constatés sur certains bacs ou canalisations.

Une attente de l'inspection des installations classée quant à la remontée de ces dégradations, leurs analyses ainsi que le plan d'actions mis en place a été formulée.

Sur le test de la MMR (Mesure de Maitrise des Risques), tout s'est déroulé conformément à ce qui est présenté dans l'étude de dangers, les opérateurs présents sur site lors de l'exercice ont réagi conformément aux consignes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi mise en demeure raccords réalimentation en eau

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/02/2024, Article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Défense extérieure contre l'incendie
Prescription contrôlée : La société TOTAL Energies Marketing France, représentée par son directeur, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions d'exploitation de l'article 43-3-8 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 applicables à son établissement situé au 23-24, route de la Seine à Gennevilliers. Elle doit prendre les mesures afin de s'assurer que les réseaux, réserves en eau ou en émulseur et les équipements hydrauliques disposent de raccords permettant la connexion des moyens de secours publics et "visant à permettre l'utilisation de ces moyens".
Constats : Deux clarinettes sont en place au pied de la cuve de réserve en eau. La première comporte dix raccords. Huit d'entre eux (de couleur rouge) sont prévus pour permettre aux pompiers une réalimentation de la réserve en eau du réseau. Deux raccords (de couleur jaune) sont également en place et peuvent être utilisés pour accéder à l'eau surpressée du site. La deuxième clarinette comporte huit raccords (de couleur bleue) permettant aux pompiers d'accéder directement aux réserves disponibles dans la cuve. Le 25/09/2024, la brigade des sapeurs pompiers de Paris (BSPP) a effectué un premier test de l'installation (raccords jaunes) lors d'un exercice plan d'urgence fluvial. Un exercice plan d'opération interne est également prévu le 13/11 en présence de la BSPP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I Point 3
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion. Elles permettent à minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumis à autorisation ; le recensement des réservoirs visés à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre des rubriques 4330, 4331, 4722, 4734 et 1436 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ; • le recensement des tuyauteries et récipients visés par l'arrêté du 15 mars 2000 relatif aux équipements sous pression et, • pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier contenant : l'état initial de l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant, par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis. <p>Pour chaque équipement identifié, en application des actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion, les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles sont tracés, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées.</p> <p>Ces dossiers ou une copie de ces dossiers sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi du plan de modernisation des installations industrielles est assuré par la division dépôt de TotalEnergies.</p> <p>Un coordinateur national assure le suivi de sept sites répartis sur le territoire français. Il est notamment en charge de définir les périodicités des visites PM2I.</p> <p>Les visites font l'objet de rapports indiquant des actions à engager de façon obligatoire ou facultative. Le suivi des plans d'actions des visites est assuré par le coordinateur.</p> <p>En amont de la visite, l'exploitant a transmis, à la demande de l'inspection, les informations PM2I des bacs 19, 29, 30 et 34. En revanche, lors de l'inspection l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le suivi du plan d'actions de certains équipements. Dans les faits, l'exploitant du site ne dispose pas d'un accès direct aux plans d'actions PM2I de l'ensemble de ses installations. Il doit se coordonner avec la division dépôt s'il souhaite accéder à l'ensemble des informations.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection constate la dégradation de certains équipements :</p>

- Le joint du pied du bac 21 est dégradé.
- Sur une tuyauterie gazole de l'allée centrale face au bac 29, de la corrosion est présente sous un collier. De plus, une trace de choc est visible sur cette même tuyauterie.
- Au pied du bac 21, une tuyauterie de sans-plomb 98 présente une zone corrodée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fournira à l'inspection :

- Les preuves que les dégradations signalées dans le constat ont bien été identifiées par son suivi du plan de modernisation des installations industrielles ;
- L'analyse de ces dégradations (éventuelle cause, impact sur l'intégrité de l'installation...)
- Les plans d'actions associés à ces dégradations ;
- Des précisions sur les modalités de coordination entre le coordinateur de la division dépôt et le chef du dépôt de Gennevilliers.

L'Inspection rappelle que le chef du dépôt doit être en capacité d'accéder en tout temps aux informations relatives au suivi PM2I de son dépôt.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Consigne pour la vidange des récipients pour les égouttures (déchargement)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, consigne (MIEL)
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 04/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>Les égouttures susceptibles de se produire lors des opérations de chargement ou de déchargement sont recueillies dans des récipients prévus à cet effet. Une consigne prévoit leur vidange régulière.</p> <p>Dans le cas du chargement ou déchargement de navires ou bateaux de navigation intérieure, ces dispositions se limitent à la collecte des égouttures au niveau de la zone terrestre.</p>
Constats : <p>L'exploitant a intégré la consigne prévoyant la vidange régulière des récipients accueillant les égouttures dans le document OPD-REC-GEN-MIEL§9-002 de son système qualité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I point 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Mode de recensement des événements et mode de filtre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 04/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.</p>
Constats : <p>Le système des remontées d'évènements est défini dans le chapitre 10 du manuel qualité du site (OPD-OM_FR_SL_SLF_DEP_MIEL_10). Ce chapitre précise l'obligation de déclaration ainsi que le support associé à chaque niveau. Chaque événement est traité selon son niveau de gravité réelle et potentielle défini par la Matrice de gravité (DIR FR008 annexe 1). Ces événements sont enregistrés, analysés et font l'objet d'un plan d'actions si nécessaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Déclaration à l'IIC
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 04/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme</p>
Constats : <p>La matrice DIR FR 008 ANNEXE 1 indique pour chaque niveau de gravité la liste des destinataires. Une information à la DRIEAT est formalisée pour un événement de niveau de gravité 2 avec conséquence hors site et pour tous les événements de niveau de gravité > 2.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Identification des mesures correctives
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 04/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme</p>
Constats : <p>La remontée et le traitement des évènements liés à la sécurité, la santé et l'environnement ainsi que la gestion des REX est défini dans la procédure CR-FR-HSEQ-801 fournie en amont de l'inspection.</p> <p>Le processus de retour d'expérience et de mise en œuvre d'actions correctives y est détaillé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réalisation d'audits
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 04/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.</p>
Constats : <p>L'évaluation périodique des procédures de gestion des événements/incidents est garantie par les attentes du système qualité liées aux mesures de maîtrise des risques.</p> <p>Ce principe est défini dans la directive groupe DIR-GR-HSE-001 (Principes HSE One-MAESTRO) .</p> <p>Ce principe est également décliné dans le référentiel CR-FR-HSEQ100: manuel intégré HSEQ Maestro TMF.</p> <p>Les extraits correspondant à la bonne prise en compte de ces éléments ont été fournis à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Gestion des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de Maîtrise des Risques
Prescription contrôlée : A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure : <ul style="list-style-type: none">• le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;• la tenue à jour des procédures ;• le test des procédures incident/ accident ;• la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces actions sont tracées. B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.
Constats : L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de réaliser un test de la mesure de maîtrise des risques : "mise en sécurité de la zone poste de chargement camions suite à détection gaz". Lors du test l'inspection constate le bon fonctionnement des éléments de la chaîne de la mesure de maîtrise des risques : <ul style="list-style-type: none">• La mise en route de la sirène d'évacuation et du message d'alerte associé ;• L'évacuation des chauffeurs de camions vers le point de rassemblement ;• L'arrêt des pompes au poste de chargement camions ;• La fermeture des vannes des îlots du poste de chargement camions ;• L'arrêt de la pomperie ;• La fermeture de la vanne de pied du bac 31 ;• La fermeture de la vanne de rejet vers la darse.
Type de suites proposées : Sans suite